



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°63 - Semaine du 27 novembre 2023

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Plus de **3 000** Mds€

La valeur totale des actifs sous gestion des fonds de pension nordiques (1 800 Mds€) et du fonds souverain norvégien (1 335 Mds€), soit 110 % du PIB français ou 120 % de la capitalisation de la Bourse de Paris

Pays nordiques

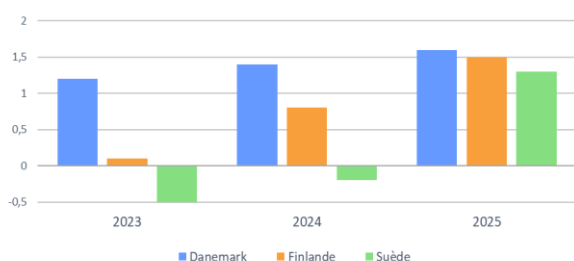
Des perspectives contrastées pour les économies nordiques de l'UE.

En 2023, selon les prévisions économiques d'automne de la Commission européenne, la Finlande devrait connaître une croissance modeste de +0,1% et le Danemark une croissance de +1,2%. La Suède, en revanche, devrait subir une contraction de son PIB (-0,5%), la situant parmi les 10 pays de l'UE subissant un ralentissement d'activité en 2023. Pour 2024, les anticipations restent dégradées pour le royaume de Suède : alors que l'ensemble des pays de l'Union devraient renouer avec la croissance, la Suède pourrait être l'unique économie en récession (-0,2%).

La Suède connaît la « pression fiscale » la plus faible des pays nordiques membres de l'UE.

Les prélèvements obligatoires, en pourcentage du PIB, ne cessent de diminuer en Suède. Le taux est ainsi passé de 48,6% du PIB en 2000 à 42,9% en 2010 puis à 42,4% en 2020. Selon Eurostat, le taux serait même de 41,4% fin 2022 impliquant un taux plus faible qu'au Danemark (42,5% en 2022) et qu'en Finlande (43,1%). Pour mémoire, la Suède a longtemps été le pays le plus imposé de l'OCDE.

Estimation du taux de croissance des pays nordiques de l'Union européenne (%)



Danemark

L'inflation au Danemark a été de -0,4 % en octobre en glissement annuel, contre 4,5 % en France,

selon l'indice des prix à la consommation harmonisé de l'UE. La faible inflation au Danemark s'explique à la fois par l'évolution des prix de l'énergie (pour rappel, les prix de l'électricité au Danemark s'ajustent presque en temps réel) et par les prix des denrées alimentaires qui ont baissé plus vite au Danemark (forte concurrence des supermarchés) qu'ailleurs en Europe.

Le Gouvernement danois a présenté son plan 2030 « le Danemark paré pour l'avenir ».

Le plan 2030 du gouvernement danois vise à renforcer la résilience économique danoise en anticipant les défis à court et à long terme, notamment en augmentant le nombre d'emplois à temps plein, en investissant massivement dans plusieurs domaines stratégiques, tout en maintenant des réductions d'impôts pour rendre le travail plus attractif. Confiant quant à la solidité de l'économie danoise, le plan souligne néanmoins les multiples défis à venir, tels que le vieillissement de la population, les pénuries de main-d'œuvre, les tensions géopolitiques, la fragilité de la biodiversité et le changement climatique ; autant de facteurs qui accroîtront les besoins en investissements ainsi que la nécessité de renforcer les services publics et d'améliorer le système de santé. L'exécutif y définit les quatre grandes priorités des prochaines années : le « bien-être » (*velfærd*), le climat, la défense et l'économie. L'effort est particulièrement porté sur les investissements dans le renforcement de l'Etat-providence, qui s'élèvent à 32 Mds DKK (4,3 Mds€), sur les 68 Mds DKK (9,1 Mds€) de marge de manœuvre budgétaire dont dispose le Gouvernement.

Le Danemark est touché par une récession technique.

Selon l'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*), le PIB recule de -0,3 % au troisième trimestre 2023. Il s'agit du deuxième trimestre consécutif de croissance négative. Cette baisse est principalement due au déclin de l'industrie pharmaceutique (pour rappel, au premier semestre 2023, le PIB a chuté de -0,3 % si on exclut ce secteur). A titre de comparaison, la croissance du PIB dans l'UE

s'établit à 0,0 % au troisième trimestre. À l'inverse, les États-Unis ont connu des progrès significatifs avec une croissance du PIB de +1,2 % au troisième trimestre.

Le Gouvernement lance une stratégie de numérisation pour 2024 - 2027.

Par le biais de 25 initiatives concrètes, 770 M DKK (103 M€) seront investis dans le développement numérique des secteurs public et privé, au bénéfice des citoyens et des entreprises. Les initiatives se répartissent sur sept domaines : l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) ; le renforcement des compétences numériques ; une transition verte efficace grâce à des solutions numériques ; un soutien à la croissance et aux petites et moyennes entreprises ; un socle numérique solide, éthique et responsable ; la numérisation du secteur de la santé et le renforcement de l'engagement du Danemark en faveur de l'agenda numérique. Plusieurs organisations professionnelles se disent déçues. La Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*), la Chambre de commerce danoise (*Dansk Erhverv*) et l'Organisation professionnelle du secteur informatique (*IT-Branchen*) auraient souhaité davantage de visions et d'actions concrètes, notamment dans le domaine de la transition écologique et de l'IA.

Novo Nordisk annonce un investissement de 2,1 Mds€ en France.

Face à la demande mondiale croissante pour ses médicaments contre le diabète et l'obésité, le géant pharmaceutique va doubler la taille de son site de production à Chartres (Eure-et-Loir). Employant actuellement environ 1 600 personnes sur ce site, le groupe prévoit d'y créer 500 nouveaux emplois grâce à ce nouvel investissement. Les travaux ont déjà commencé et le projet devrait être finalisé en 2028. Plus tôt en novembre, Novo Nordisk avait également annoncé un investissement massif de 42 Mds DKK (5,6 Mds€) dans son usine à Kalundborg au Danemark. Emmanuel Macron s'est rendu sur le site du géant danois pour sceller l'annonce de ce projet aux côtés des ministres de la Santé Aurélien Rousseau et de l'Industrie Roland Lescure.

Finlande

Le PIB recule de -0,9 % au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent, et de -0,8 % en glissement annuel.

Ces chiffres semblent confirmer les prévisions d'une entrée en récession à la fin de l'année 2023. Le nombre de personnes actives a diminué de -0,8 % en glissement annuel, et le nombre d'emplois vacants a diminué de 59 000 à 42 000. Sur un an, entre septembre 2022 et septembre 2023, le nombre des faillites d'entreprises avoisine les 3 200, un niveau proche des pics de 2014 et de 2009.

Les prix des maisons individuelles anciennes ont baissé de -2,7 % en un trimestre et de -9,6 % en un an.

Le nombre de transactions pour ces biens est en recul de -22 % en octobre en glissement annuel. Le marché immobilier a particulièrement ralenti dans les villes de plus de 100 000 habitants, où la baisse des transactions est de -38 %. Le quotidien *Helsingin Sanomat* rapporte les difficultés des promoteurs à vendre les logements neufs : les huit principales entreprises du secteur de la construction totalisent à elles seules près de 1 600 appartements neufs invendus à la fin du troisième trimestre.

Le 20^e paquet d'aide militaire à l'Ukraine porte l'aide totale de la Finlande à 1,5 Md€ depuis février 2022.

Le ministère de la Défense a annoncé le 17 novembre l'envoi de près de 100 M€ de matériel militaire supplémentaire à l'Ukraine, sur proposition du Gouvernement et décision du président de la République Sauli Niinistö. Pour des raisons de confidentialité, le contenu du paquet et le calendrier de livraison n'ont pas été spécifiés.

Les investissements en capital dans les startups de la région de Helsinki ont atteint 1,6 Md€ en 2022.

Selon la municipalité, ces investissements connaissent une forte croissance depuis 2017. Environ trois quarts des investissements se concentrent dans la capitale, tandis qu'un cinquième se dirige vers la ville voisine d'Espoo. Les startups sont

majoritairement dans le secteur technologique, notamment le numérique. Trois sociétés dépassent 1 Md€ de capitalisation et une quarantaine 100 M€. Plus de la moitié des investisseurs sont nationaux. Les investissements pourraient refluer en 2023 avec la dégradation de la conjoncture.

Le « Black Friday » et la « Black Week » sont soumis pour la première fois à de nouvelles règles sur les promotions.

Depuis janvier 2023, la loi de protection des consommateurs impose aux entreprises d'indiquer le prix le plus bas des 30 derniers jours lorsqu'elles affichent des rabais. La mesure vise à éviter des hausses de prix artificielles dans la période précédant les soldes, destinées à présenter des réductions plus importantes. Selon le comparateur de prix Hintaoppa, les entreprises cherchent à contourner la loi en augmentant leurs prix plus tôt. Les prix moyens du mois d'octobre étaient plus élevés que les prix moyens de l'année 2023 pour 15 des 20 catégories de produits les plus populaires. Selon un sondage réalisé par Hintaoppa, près de la moitié des consommateurs finlandais prévoient de faire des achats à l'occasion du « Black Friday ».

Islande

La Banque centrale maintient son taux de base à 9,25 %.

La Banque centrale islandaise a annoncé le maintien de son taux directeur pour la deuxième fois consécutive. Cette décision est expliquée par une inflation légèrement en baisse et un ralentissement de l'investissement et de la consommation. Bien que les prévisions d'inflation se soient détériorées, la Banque centrale a choisi de ne pas restreindre davantage sa politique monétaire compte tenu de l'incertitude qui entoure l'activité sismique sur la péninsule de Reykjanes.

Les hausses de taux d'intérêt de la Banque centrale ont un impact sur les dépenses de consommation.

Le chiffre d'affaires des cartes de paiement islandaises s'est élevé à plus de 110 Mds ISK (719 M€) en octobre, un chiffre presque inchangé d'une année sur l'autre en termes nominaux et malgré une baisse de 6,9% si l'on tient compte de l'inflation et du taux de change, selon les données de la Banque centrale. Les montants des transactions par cartes bancaires ont diminué de -4,8% en termes réels sur un an sur le marché domestique et de -14% à l'étranger.

Les fonds de pension devraient enregistrer des rendements réels négatifs en 2023.

Les actifs des fonds de pension islandais ont augmenté de 4% en 2023 jusqu'à présent, pour atteindre 166% du PIB fin septembre. Les analystes d'Íslandsbanki estiment que les rendements réels des fonds de pension cette année seront négatifs de -3,5 à -4,0%. En 2022, les rendements réels nets des fonds de pension étaient négatifs de -11,6% en moyenne, selon l'Association nationale des fonds de pension tandis que les objectifs de rendement des fonds de pension islandais sont fixés à 3,5% en termes réels.

La couronne islandaise se déprécie.

En raison de l'incertitude générée par l'épisode sismique sur la péninsule de Reykjanes depuis le 27 octobre, la couronne islandaise s'est fortement dépréciée face à l'euro et au dollar. Entre le 1er novembre et le 15 novembre, la couronne a perdu -4% face à l'euro. La Banque

centrale a choisi d'intervenir pour la première fois depuis le mois de janvier sur le marché des changes en achetant l'équivalent de 18 M€ de devises étrangères.

Standard&Poors relève la note de crédit de l'Islande à A+ avec une perspective stable.

L'agence de notation S&P a relevé la note de l'Islande de A à A+ à la suite d'une nouvelle évaluation publiée le 10 novembre. L'agence prévoit une croissance économique de +3,8% en 2023 (alimentée par la bonne santé du secteur du tourisme) et s'attend à ce que la demande intérieure redevienne le moteur de la croissance économique en 2024, soutenue par une forte croissance naturelle de la population et la croissance continue de nouvelles industries telles que les biotechnologies, l'aquaculture, les TIC et les services aux entreprises. S&P souligne également que l'Islande n'est pas impactée par la volatilité des prix de l'énergie, le pays étant autosuffisant pour ses besoins énergétiques.

L'Agence européenne des médicaments (EMA) a rendu un avis positif pour un générique du médicament Stelara développé par Alvotech.

Via une collaboration avec le distributeur allemand STADA, Alvotech pourra commercialiser son sixième médicament générique au sein de l'EEE. Le principe actif Uzpruvo d'Alvotech pourra se substituer à l'ustekinumab utilisé dans le médicament Stelara, indiqué pour la maladie de Crohn, le psoriasis et le rhumatisme psoriasique. Stelara se classe parmi les 10 premières marques de médicaments européennes en termes de valeur et son marché est estimé à 2,5 Mds€ en Europe.

Norvège

Le Premier ministre Støre à Paris pour le One Planet-Polar Summit.

En tant que nation polaire et présidente du Conseil de l'Arctique, la Norvège était représentée par son PM Jonas Gahr Støre lors du One Planet-Polar Summit, organisé à Paris le 10 novembre. Il a appelé à une mobilisation significative de la communauté internationale pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, qui accélèrent la fonte des glaces. Lors d'un entretien bilatéral avec le Président de la République, les deux dirigeants ont renouvelé leur engagement pour un partenariat industriel stratégique vert entre la France et la Norvège (CCS, éolien offshore, secteur maritime, matières critiques, batteries et hydrogène).

Excédent commercial record depuis janvier.

La Norvège a exporté des marchandises pour une valeur de 14,8 Mds€ (174 Mds NOK) en octobre. Cela représente une augmentation de + 32 % par rapport à septembre. L'excédent commercial de 7,3 Mds€ (86,9 Mds NOK) est le plus élevé depuis janvier. Cette augmentation est notamment due à la hausse des exportations de gaz naturel, de pétrole brut et de saumon.

Investissement historique d'1 Md€ dans la défense aérienne.

Le Gouvernement va consacrer 1,06 Md€ (12,5 Mds NOK) au renforcement de la défense aérienne et propose d'investir dans de nouveaux missiles anti-aériens. En outre, tous les systèmes de défense aérienne que la Norvège a donnés à l'Ukraine seront remplacés. « Il s'agit de l'investissement le plus important dans la défense aérienne depuis 30 ans », a déclaré le Premier ministre Støre.

Rapport de l'ONU sur l'absence de stratégie norvégienne de la sortie des hydrocarbures.

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a présenté son quatrième rapport sur l'écart entre les objectifs de l'Accord de Paris et les plans existants pour la production de combustibles fossiles. Le rapport montre que la production norvégienne de pétrole et de gaz diminuera graduellement d'ici à 2050, sans pour autant prendre fin. Il est souligné que la Norvège n'a pas de stratégie de sortie

progressive des hydrocarbures, et vise plutôt à continuer de développer l'industrie pétro-gazière en tentant de décarboner ses activités.

Conférence annuelle d'Equinor.

Suite à une année 2022 exceptionnelle portée par la hausse des prix des hydrocarbures, Equinor a organisé sa conférence annuelle le 21 novembre dernier, centrée sur les moyens d'accélérer la transition vers les énergies renouvelables. Le directeur de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), présent sur place, a indiqué que l'industrie pétrolière s'approche de « l'heure de vérité » et ne s'adapte pas assez vite. Le ministre du Climat et de l'Environnement Eriksen a, lui, souligné que la Norvège ne pourra pas gérer la transition sans assurer d'abord sa sécurité énergétique.

Réaction à la fin des contrats de gaz à long terme en 2049.

La Commission européenne a annoncé que d'ici 2049, les compagnies européennes ne devraient plus être autorisées à conclure des contrats à long terme sur l'achat de gaz. Le ministre norvégien du Pétrole et de l'Energie Aasland a pris acte de cette annonce, tout en déclarant que « cela ne signifie pas que la demande de gaz disparaîtra après 2049 ». Le Ministre a notamment évoqué le rôle du gaz dans la production d'hydrogène bleu.

La Norvège a annoncé sa participation à la conférence sur le CCS à Bruxelles.

Le 30 janvier 2024, l'AELE accueillera une conférence sur le captage et le stockage du carbone (CCS). Parmi les intervenants attendus figurent le ministre du Pétrole et de l'Energie Aasland et la Commissaire européenne à l'énergie Simson.

Annonce d'un investissement de 200 M€ pour le premier accord CCS transfrontalier entre Yara et Northern Lights.

Des représentants de Yara et de Northern Lights (Equinor, Shell et TotalEnergies) ont officialisé le 20 novembre un accord-préétabli depuis août 2022- sur la capture et le stockage de CO₂ (CCS) des Pays-Bas vers la Norvège. Yara investira 200 M€ (2,3 Mds NOK) pour décarboner la production de son usine d'engrais et d'ammoniac de Sluiskil (Pays Bas). Le CO₂

sera transféré vers Øygarden, dans la région de Bergen, puis acheminé vers un réservoir situé à 2600 m de profondeur en mer du Nord pour un volume annuel de 800 000 tCO₂ d'ici 2026. Ce projet est financé à hauteur de 80 % par l'Etat norvégien, et constitue le premier accord commercial transfrontalier de transport de CO₂.

Clôture de l'appel d'offres pour le parc éolien offshore fixé Sørlige Nordsjø II.

Le ministère du Pétrole et de l'Energie a reçu sept candidatures pour les concessions du parc éolien offshore Sørlige Nordsjø II, dont la mise aux enchères est fixée à février 2024. Les candidats à l'appel d'offres sont les consortiums Aker Offshore Wind-BP-Statkraft, Equinor-RWE, Hydroelectric Corporation, Mingyang Smart Energy, Norseman Wind, Parkwind-Ingka, et Shell-Lyse-Eviny. Si le ministre du Pétrole et de l'Energie Aasland se félicite du nombre de candidatures élevé malgré la hausse des coûts, les entreprises françaises initialement intéressées par l'appel d'offres (EDF, TotalEnergies) se sont cependant toutes les deux retirées. Elles restent des candidates potentielles pour l'appel d'offres Utsira Nord pour l'éolien offshore flottant.

Perspectives pour l'éolien offshore norvégien.

Dans le sillage de la fin de l'appel d'offres Sørlige Nordsjø II, le quotidien économique DN a rappelé que les entrepreneurs tendent actuellement à montrer des réticences à s'engager dans les projets éoliens offshore. Ceux-ci seraient trop exigeants en savoir-faire technique et coûteux en raison de la profondeur des sites et de leur distance avec la côte. A New-York, Equinor s'exposera à des pénalités revues à la hausse s'il se retire des projets éoliens offshore Empire Wind 2 et Beacon Wind 1 en raison de l'augmentation des coûts de production.

Impatience du Storting sur les matières critiques et stratégiques.

Les sessions récentes du Storting (Parlement) ont vu plusieurs partis (dont le Parti conservateur) arguer que l'économie de demain sera tournée vers les minéraux rares et non plus vers les hydrocarbures. Les demandes les plus récurrentes adressées au Gouvernement sont l'accélération de la cartographie des réserves du Royaume et l'approfondissement des coopérations avec l'UE (via le *Critical Raw Materials Act*), les

Etats-Unis et le Canada. Le ministre du Commerce et de l'Industrie Vestre a indiqué prendre la mesure de ce tournant industriel, soulignant avoir déjà créé une direction consacrée aux minéraux, lancé une stratégie sur le sujet en juin 2023, commencé à financer le recensement des ressources et pris l'initiative de coopérations avec plusieurs partenaires internationaux.

Oppositions à l'extraction des minéraux des fonds marins.

En juin dernier, le ministre du Pétrole et de l'Energie Aasland avait confirmé que le Gouvernement ouvrirait la voie à l'extraction des minéraux des fonds marins dans les eaux norvégiennes. Cette annonce avait suscité des oppositions de plusieurs mouvements écologistes, ONG et dirigeant internationaux. Le 14 novembre, la commission de l'énergie et de l'environnement du Parlement (Storting) a reçu une pétition comptant 16 201 signatures et soutenue par 10 ONG en faveur de l'arrêt du processus d'ouverture des opérations minières dans les fonds marins. M. Aasland a défendu ces projets miniers, indiquant qu'ils n'en sont encore qu'à un stade exploratoire.

Le fabricant de batteries norvégien Freyr attiré par l'IRA américain.

Freyr envisage de développer son activité aux Etats-Unis (Géorgie), grâce aux aides de l'IRA. La société norvégienne étudie par ailleurs la possibilité d'un investissement en France (*Battery Valley* des Hauts de France). Depuis 2019, Freyr a investi 330 M€ sur son site de Mo i Rana, sur la côte ouest de la Norvège. Lors de la présentation de ses résultats trimestriels, le groupe a indiqué que l'Etat norvégien avait rejeté sa demande d'aides publiques d'une valeur de 850 M€ (10 Mds NOK).

Augmentation de la création de valeur dans le secteur des produits de la mer.

Le rapport annuel de l'Institut de recherche alimentaire norvégien (Nofima) indique que la création de valeur dans le domaine des produits de la mer a augmenté de +36 % en 2022, pour s'établir à 9,3 Mds€ (109 Mds NOK). Cette croissance est en particulier due au dynamisme de l'aquaculture, qui a dépassé l'industrie de la pêche en termes de valeur. Cinq comtés représentent près de 90% de cette activité : le Nordland, le Vestland, le Troms et Finnmark, le Møre et Romsdal et le Trøndelag.

Suède

La Banque centrale maintient son taux directeur à 4,0 %.

Après huit hausses consécutives, la Riksbank a annoncé jeudi que le taux directeur resterait inchangé à 4,0 %. L'une des principales raisons est que la situation sur le marché du travail s'est détériorée récemment avec un chômage et un nombre de licenciements en hausse ainsi qu'une baisse des créations d'emplois.

Le chômage est en légère hausse.

Selon *Dagens Industri*, le chômage est en augmentation depuis cinq mois. À la fin du mois d'octobre, 334 000 personnes (6,4 % de la population active) étaient au chômage contre 332 000 personnes fin septembre. Les secteurs les plus touchés sont la construction et l'industrie, impactés par des pressions inflationnistes et des taux d'intérêt élevés. Le commerce des biens durables est également fortement affecté, en particulier les entreprises dépendantes de la consommation privée. Les jeunes, âgés de 18 à 24 ans font face à un taux de chômage plus élevé, atteignant 8,0 %.

L'inflation diminue mais reste élevée en comparaison européenne.

Selon SCB, l'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie) est passée de +6,9 % en septembre à +6,1 % en octobre. Dans le même temps, l'indice général des prix (IPC) reste inchangé à +6,5 % en octobre. Ces chiffres ont été bien accueillis avec une Bourse orientée à la hausse et une couronne (SEK) qui s'est légèrement appréciée récemment tant par rapport au dollar que par rapport à l'euro (11,45 SEK/€).

Les finances publiques se dégradent mais restent solides.

L'affaiblissement de la conjoncture avec un PIB qui devrait reculer en 2023 comme en 2024 pèse sur les finances publiques (baisse des recettes fiscales, hausse des dépenses des collectivités locales, indexation de certains postes de dépenses sur l'inflation...). Ainsi, l'Agence de la gestion financière (ESV) table désormais sur un déficit pour les administrations publiques (APU) de -0,8 % en 2023 et de -1,3 % en 2024. En dépit de cette détérioration, la dette maastrichtienne serait limitée à 31,7 % fin 2024 (30,7 % fin 2023).

Le nombre de faillites atteint le plus haut niveau en 10 ans.

Selon la société d'évaluation des crédits UC, les faillites ont augmenté de plus de 30 % au cours des dix premiers mois de l'année et atteignent des niveaux inédits en 10 ans. Certaines branches sont, à l'évidence, plus touchées que d'autres, comme la restauration et le BTP. Les suppressions d'emplois liées aux faillites concernent désormais plus de 4 000 personnes, dont 3 000 dans le secteur de la construction (essentiellement des PME).

Les denrées alimentaires sont 26 % plus chères qu'en novembre 2021.

Les prix des denrées alimentaires en Suède se sont stabilisés après une période de hausse inhabituellement longue qui a commencé à la fin de l'année 2021. Les denrées alimentaires sont maintenant presque 26 % plus chères qu'en novembre 2021, selon SCB. Le café, le thé et le cacao, le poisson, les huiles et graisses sont les groupes de produits dont les prix ont le plus augmenté.

Les loyers devraient connaître une forte hausse en 2024.

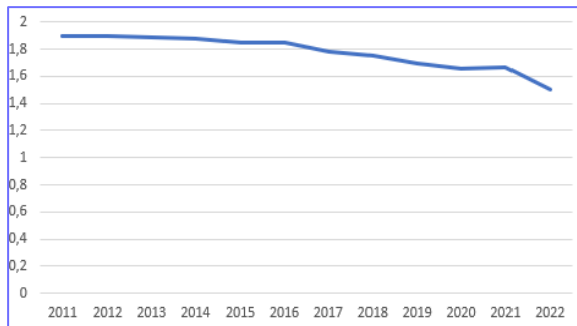
La Suède fait face à des prévisions d'augmentation substantielle des loyers en 2024, avec des négociations tendues entre l'Association des propriétaires, le logement public suédois et l'Association des locataires. Les demandes élevées des propriétaires (hausse de plus de 10 %) suscitent des préoccupations. L'impact de l'inflation, en moyenne de +6,2 % sur trois ans, alimente notamment les demandes des propriétaires. Mais tous les facteurs pris en compte dans les négociations, tels que les taux d'intérêt, l'inflation, les frais divers et les coûts d'administration contribuent à la hausse des loyers.

Le taux de fécondité (1,5 enfant/femme) retrouve un niveau historiquement bas.

Au cours des trois premiers trimestres de 2023, le taux de fécondité était de 1,5 enfant par femme contre près de 2 il y a 10 ans. Jamais, depuis 1970, c'est-à-dire aussi loin que remontent ces statistiques, le taux de fécondité n'a été aussi bas au cours des neuf premiers mois de l'année, selon SCB. Le taux

de fécondité était de 1,98 en 2010, 1,85 en 2015 et 1,52 en 2022.

Évolution du taux de fécondité depuis 2011 (%)



Un nombre croissant d'entreprises souhaite quitter la Chine pour l'Europe. Selon une analyse de la Confédération suédoise des entreprises (SN), sur fond de guerre en Ukraine et de tensions géopolitiques, un nombre croissant d'entreprises suédoises prévoit de réduire leur exposition en Chine d'ici deux à cinq ans. Pas moins de 45 % d'entre elles prévoient d'investir davantage en Europe et 10 % veulent se concentrer davantage sur l'Asie du Sud-Est et l'Inde.

La grande distribution reste dominée par trois acteurs locaux.

La grande distribution suédoise reste un marché oligopolistique avec trois acteurs qui représentent près de 90 % de parts de marché. Il convient de noter que Lidl profite actuellement de sa politique de prix faibles et augmente progressivement sa part. Aucun autre grand acteur européen n'est significativement implanté en Suède.

Parts de marché dans la grande distribution (%)

	2021	2022
ICA	53	50,3
Axfood (Hemköp, Willy's...)	19,2	20,5
Coop	18,1	17,5
Lidl	5,7	6,1
City Gros	4	3,7
Autres	-	1,9

La société de production et de fourniture d'énergie CGN en difficulté. La société publique chinoise CGN exploite 179 éoliennes du principal parc éolien terrestre d'Europe Markbygden, situé dans le Nord de la Suède. Cette société impute ses difficultés financières à un contrat désavantageux avec le norvégien Hydro Energi qui prévoit la vente d'un volume fixe d'électricité à un prix déterminé pour 19 ans. Le parc Markbygden doit comprendre, à terme, 500 éoliennes et produire 10 TWh par an.

Les employés du secteur postal ont interrompu les livraisons aux ateliers de Tesla. Cette action intervient en signe de solidarité avec le mouvement de grève initié fin octobre par 130 mécaniciens dans dix ateliers de sept villes suédoises. Le syndicat Seko a annoncé l'arrêt des livraisons et ramassages de courrier aux sites Tesla, empêchant ainsi la distribution de pièces détachées et composants. Tesla refuse de se conformer aux conventions collectives suédoises, arguant d'un avantage concurrentiel.

Antin sur le point d'acquérir Consilium Safety. L'entreprise suédoise de capital investissement Nordic Capital va vendre sa filiale suédoise Consilium Safety Group à Antin Infrastructure Partners, l'une des principales sociétés d'investissements en infrastructures au monde. Avec une présence dans 55 pays, Consilium Safety qui réalise un CA de 2,5 Mds SEK (217 M€) dispose d'une base de 75 000 systèmes de détection d'incendie, de flammes et de gaz dans les secteurs maritimes, des transports, de l'énergie et du bâtiment. Selon la presse locale, le prix de vente avoisine 900 M€.

Diagnostic Medical Systems (DMS) Group rachète le suédois Solutions For Tomorrow. La PME française, DMS, spécialiste des systèmes d'imagerie médicale de haute performance pour la radiologie numérique et l'ostéodensitométrie, annonce l'acquisition de Solutions For Tomorrow. Cette entreprise fondée en 2011 (CA de 7 M€, 25 employés et basé dans le sud de la Suède), propose une solution haut de gamme d'imagerie médicale mobile motorisée, protégée par 15 brevets et présente dans 35 pays.

Le tribunal américain des faillites permet à SAS de recevoir un investissement d'1,2 Md\$ de la part du consortium composé de Castlake (32 %), Air France-KLM (environ 20 %), Lind Invest et de l'État danois (26 %). Au début du mois d'octobre, le tribunal avait déjà approuvé le versement de 450 M\$ par Castlake stimulant ainsi les efforts de la compagnie pour achever sa restructuration et remplacer le financement d'Apollo Global Management. Pour rappel, la compagnie aérienne scandinave s'était placée sous la protection de la loi sur les faillites aux États-Unis à la mi-2022.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2020 (moyenne annuelle)	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023
Suède	-2,3	6,1	2,8	0,5	-0,8
Danemark	-2	4,9	3,8	0,2	0,3
Finlande	-2,3	3,0	2,1	0,2	0,6
Norvège ¹	-1,9	3,9	3,3	0,2	0,0
dont PIB continental	-2,5	4,2	3,8	0,2	0
Islande	-6,8	4,4	7,2	0,3	0,3

Sources : Eurostat, statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, OCDE

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

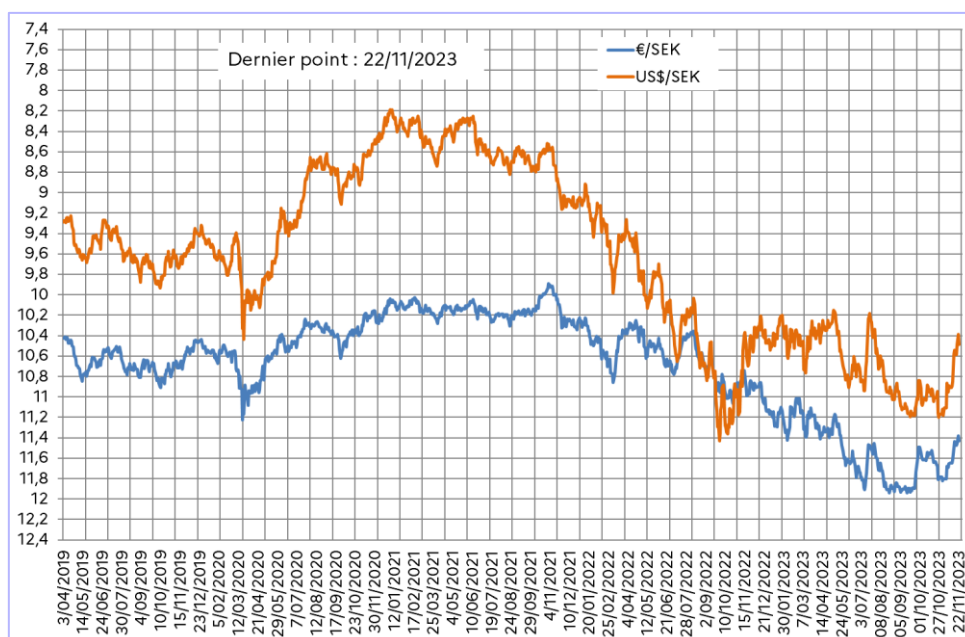
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	2021 (moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023
Suède	2,2	4,7	7,4	9,7	11,6	8,4	11,4	9,8	7,7
Danemark	1,9	4,8	7,4	9,2	9,2	7,7	7,3	3,6	2,1
Finlande	2,2	4,9	6,8	7,8	8,9	7,1	8,4	7,0	5,9
Norvège	3,5	3,8	5,8	6,7	6,6	5,8	6,6	6,5	4,5
Islande	4,4	6,2	7,9	9,7	9,4	8,3	10,0	9,4	7,7

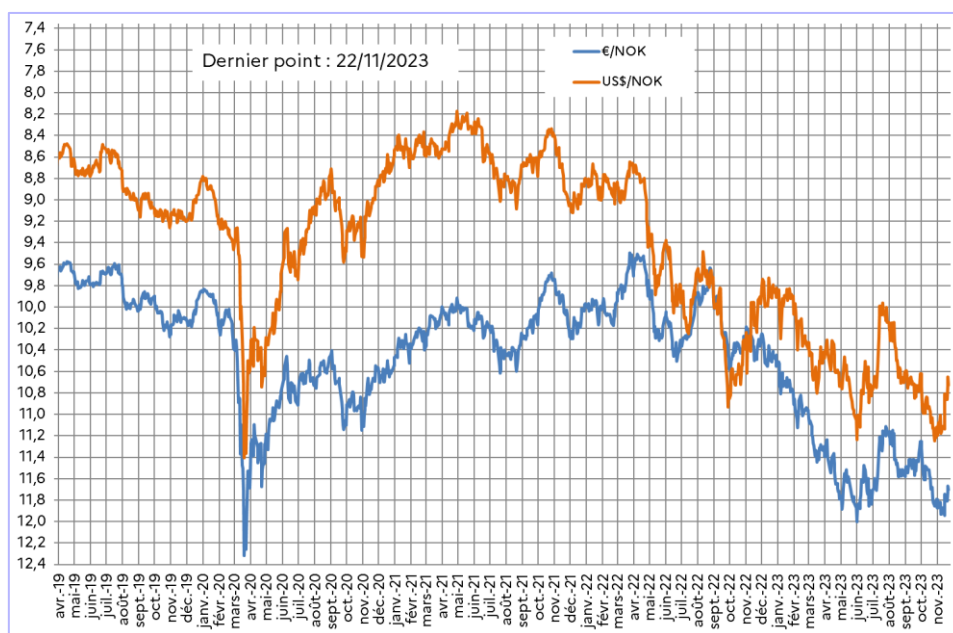
Sources : Eurostat, statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, OCDE

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (C. Camdessus, M. Valeur, A. Reynaud), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, A. Moulin), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaître, J. Grosjean, P. Reyl, G. Secheret) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Abonnez-vous : gustave.secheret@dgtresor.gouv.fr

pauline.reyl@dgtresor.gouv.fr